



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 juin 2020  
Français  
Original : chinois

## Soixante-quinzième session

### **Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la soixante-quinzième session**

### **Octroi du statut d'observateur à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale**

### **Lettre datée du 16 juin 2020, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Conformément à l'article 13 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de demander l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la soixante-quinzième session de l'Assemblée d'une question intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale ».

Créé en 2006 lors de la cinquième Conférence ministérielle du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale est une organisation intergouvernementale ayant pour mission d'améliorer la qualité et l'efficacité de la coopération économique dans la région du Programme (Afghanistan, Azerbaïdjan, Chine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan et Turkménistan) en produisant des travaux de recherche fondée sur des preuves, en offrant des services de renforcement des capacités et en travaillant en réseau avec des établissements de recherche. Ses activités ont officiellement débuté à Urumqi (Chine) en mars 2015, et l'Accord portant création de l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale est entré en vigueur en août 2017. Les 11 pays membres de l'Institut sont tous États Membres de l'ONU.

Conformément à l'article 20 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, la présente demande est accompagnée d'un mémoire explicatif (annexe I), d'un projet de résolution (annexe II) et de l'Accord portant création de l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (annexe III).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale.

Le Représentant permanent de la République populaire de Chine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) **Zhang Jun**



**Annexe I****Mémoire explicatif****Octroi du statut d'observateur à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale**

[Original : chinois]

L'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale est une organisation intergouvernementale dont la mission est d'améliorer la qualité et l'efficacité du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, une initiative de développement sous-régional de la Banque asiatique de développement qui regroupe 11 pays : Afghanistan, Azerbaïdjan, Chine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan et Turkménistan. Le Programme compte six partenaires institutionnels multilatéraux : la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le Programme des Nations Unies pour le développement.

L'Institut remplit sa mission en produisant des travaux de recherche fondée sur des preuves à l'intention de ses pays membres, en leur offrant des services de renforcement des capacités et en travaillant en réseau avec des établissements de recherche. Il a pour but d'approfondir et d'améliorer le niveau de coopération économique dans la région et de coordonner le développement rapide de ses pays membres grâce à la production de connaissances, à des services de diffusion des connaissances et à la gestion des connaissances, et ainsi de relier l'Asie centrale au reste du monde.

Dans le cadre de sa mission et de son mandat, l'Institut offre des solutions innovantes fondées sur le savoir et la mise en commun des bonnes pratiques de la région et du reste du monde afin : de permettre aux pays membres du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale de mieux faire face aux difficultés et tirer profit des perspectives que présente la région ; de renforcer les moyens dont disposent les responsables des administrations publiques pour participer aux processus de coopération régionale et leur capacité de planifier et de mettre en œuvre des projets de coopération régionale et de procéder à des analyses éclairées des politiques ; de mener des travaux de recherche stratégique en mobilisant des ressources intellectuelles dignes de rivaliser avec le monde entier pour renforcer la coopération régionale et accélérer la croissance dans la région ; d'améliorer l'efficacité de la prise de décisions entre les pays membres par la diffusion des résultats de travaux de recherche et la tenue de forums de haut niveau ; de promouvoir et de faciliter la création et le développement de groupes de réflexion régionaux qui serviront de socle de ressources pour la conduite de travaux de recherche stratégique et le partage des connaissances.

La création de l'Institut découle du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, lancé en 1996 par la Banque asiatique de développement, qui vise à promouvoir le développement par la coopération et à faciliter le développement économique et social par la coopération régionale dans des domaines tels que les transports, la politique commerciale, la facilitation du commerce et l'énergie. Elle a été convenue lors de la cinquième Conférence ministérielle du Programme, tenue en 2006. Après trois ans de préparation, l'Institut a commencé à fonctionner de façon virtuelle à partir de 2009. Il était administré par l'équipe de la Banque asiatique de développement chargée d'assurer le secrétariat du

Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale. Afin de concrétiser le rôle de l'Institut dans le renforcement de la coopération régionale, la proposition de la Chine d'accueillir le siège de l'Institut à Urumqi (Chine) a été acceptée lors de la onzième Conférence ministérielle, tenue à Wuhan (Chine) en octobre 2013. Grâce au travail de promotion intense des gouvernements des pays membres du Programme et de la Banque asiatique de développement, l'Institut a commencé à fonctionner depuis Urumqi en mars 2015 et l'Accord portant création de l'Institut est entré en vigueur en août 2017.

L'Institut travaille en étroite collaboration avec les décideurs, les responsables des administrations publiques, les groupes de réflexion, les universitaires et les entreprises de la région pour soutenir et renforcer les politiques macroéconomiques, la stabilité financière et l'instauration d'un climat propice aux investissements, faciliter le commerce et le tourisme régionaux et développer des couloirs économiques, améliorer la communication et promouvoir la coopération dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et du développement humain. L'Institut concourt à la réalisation des objectifs définis par le Programme dans sa stratégie générale à l'horizon 2030, dans son programme pour l'intégration du commerce à l'horizon 2030 et dans ses stratégies en matière de transport et d'énergie à l'horizon 2030, qui ont été adoptés lors des Conférences ministérielles du Programme tenues à Achgabat en 2018 et à Tachkent en 2019.

L'Institut entretient des partenariats à long terme avec 10 institutions internationales et régionales, dont la Banque asiatique de développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Institut de la Banque asiatique de développement et le couloir Europe-Caucase-Asie. Ses représentants assistent régulièrement aux réunions annuelles et aux manifestations régionales de la Banque mondiale, du FMI et de la Banque asiatique de développement, auprès desquels il jouit d'un statut d'observateur.

Les principales activités de l'Institut portent sur les domaines économiques clés que sont les transports, la facilitation du commerce, la politique commerciale et l'énergie, ainsi que sur des domaines de second plan tels que les maladies transmissibles, l'agriculture, l'eau, la gestion des risques de catastrophe, les changements climatiques et le numérique. Depuis sa création, l'Institut a organisé plus de 60 cours de formation, ateliers et activités de recherche, axés sur des sujets tels que les bases de données et les outils de modélisation de la coopération économique régionale, l'intégration de la région dans la chaîne de valeur mondiale, l'amélioration de la gestion des frontières, la logistique et la facilitation du commerce transfrontières, le développement et le financement des petites et moyennes entreprises, les partenariats public-privé, le développement agricole, le commerce électronique, les zones économiques spéciales, la sécurité routière, la gestion de l'eau, la sécurité énergétique, la promotion du tourisme régional et l'indice d'intégration régionale des pays membres du Programme.

L'Institut appuie les capacités régionales en matière de connaissances en renforçant les capacités de recherche et de réseautage des groupes de réflexion régionaux. Il coordonne le réseau de groupes de réflexion du Programme et organise le plus grand forum de la région consacré au développement des groupes de réflexion. Le premier de ces forums annuels s'est tenu au Kazakhstan en juin 2016 et avait pour thème la promotion de la coopération économique pour une Asie centrale intégrée, le deuxième s'est tenu à Urumqi en septembre 2017, sur le thème des outils de gestion de la connaissance au service de la coopération et de l'intégration régionales, le troisième a eu lieu à Bichkek en juillet 2018 et portait sur la création de couloirs de transmission des connaissances le long de la Route de la soie et le quatrième s'est tenu à Xian (Chine) en août 2019 sur le thème du commerce au service d'une

prospérité partagée. En 2019, l'Institut a lancé un programme de bourses de recherche pour les groupes de réflexion et un programme de bourses pour les chercheurs éminents de la région afin de soutenir leur contribution intellectuelle au développement des connaissances.

En fournissant des produits et des services axés sur le savoir aux responsables des administrations publiques, aux groupes de réflexion et aux entreprises, l'Institut met l'accent sur l'importance de l'harmonisation des stratégies nationales et des plans de développement de ses pays membres et appuie les initiatives régionales qui viennent compléter les efforts faits au niveau national pour atteindre les objectifs de développement durable et lutter contre les changements climatiques. À cet égard, en 2018, l'Institut a organisé avec le Fonds vert pour le climat et la Banque asiatique de développement un dialogue sur les mesures à prendre en matière de financement de la lutte contre les changements climatiques.

En tant qu'organisation intergouvernementale offrant des produits axés sur le savoir, l'Institut entend jouer un rôle de dépositaire de connaissances, définir les meilleures pratiques à l'échelon international en puisant dans la base mondiale de connaissances disponibles et proposer des services de pointe en matière de renforcement des capacités et de formation visant à améliorer l'élaboration de politiques, la bonne gouvernance, la qualité des services et les moyens de subsistance des populations de ses pays membres.

## Annexe II

### Projet de résolution

#### Octroi du statut d'observateur à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale

[Original : chinois]

*L'Assemblée générale,*

*Prenant note* de la volonté de l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale de renforcer sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies,

1. *Décide* d'inviter l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale à participer à ses sessions et travaux en qualité d'observateur ;
2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la présente résolution.

## Annexe III

### Accord portant création de l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale

LES PARTIES CONTRACTANTES,

**Tenant compte** de la nécessité d'établir un centre de recherche et de renforcement des capacités afin d'améliorer la qualité et l'efficacité du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (ci-après dénommé « **le Programme** ») ainsi que de la décision de donner à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale une base physique dans la région, prise lors de la onzième Conférence ministérielle du Programme, tenue à Wuhan (Chine) le 30 octobre 2012,

**Désireuses** de faire de l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale une organisation intergouvernementale placée sous les auspices de la Conférence ministérielle du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, habilitée à exercer ses fonctions en tant qu'entité dotée d'une pleine personnalité juridique,

**Notant** que la création de l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale a été reconnue comme l'une des priorités opérationnelles du Programme pour que ce dernier puisse servir ses membres et adhérer aux principes d'égalité, d'équité et d'équilibre énoncés dans l'annonce ministérielle sur la création d'une base physique pour l'Institut, approuvée lors de la treizième Conférence ministérielle du Programme, qui s'est tenue à Bichkek le 6 novembre 2014,

**Convaincues** que la création de l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale sera un grand pas en avant vers davantage de coopération et de progrès économiques dans la région,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

#### CHAPITRE 1 CRÉATION, BUT ET FONCTIONS

##### Article premier. Création

Par le présent Accord, les parties contractantes créent l'Institut régional de coopération économique pour l'Asie centrale (ci-après dénommé « **l'Institut** »), organisation intergouvernementale dotée d'une pleine personnalité juridique, qui bénéficiera des privilèges et des facilités nécessaires à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

##### Article 2. But et lien avec le Programme

L'Institut a pour but d'améliorer la qualité du Programme par la production de connaissances et le renforcement des capacités au service d'une coopération régionale efficace afin d'atteindre l'objectif consistant à accélérer la croissance économique dans la région des pays membres du Programme.

##### Article 3. Adhésion

1).

a) Aux termes du présent Accord, on entend par « **pays membre de l'Institut** » tout signataire ayant déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du depositaire.

b) Tout signataire jouit de l'ensemble des droits dont bénéficient les pays membres de l'Institut en vertu du présent Accord, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire, pendant un délai de deux ans après la date d'entrée en vigueur du présent Accord ou de deux ans après la date à laquelle il est devenu signataire si ce délai expire plus tard.

c) Tout signataire n'ayant pas déposé d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire dans un délai de deux ans après la date d'entrée en vigueur du présent Accord ou de deux ans après la date à laquelle il est devenu signataire si ce délai expire plus tard peut prendre part aux activités et aux programmes de l'Institut et assister aux réunions du Conseil d'administration sans exercer de pouvoir de décision. Toutefois, tant qu'un signataire n'est pas devenu membre de l'Institut, les restrictions suivantes s'appliquent : i) le signataire n'est pas invité à donner son accord aux décisions du Conseil d'administration ; ii) son (sa) représentant(e) ne peut assumer la présidence du Conseil d'administration ; iii) il ne peut nommer qui que ce soit à un poste de direction (les droits dont le signataire est privé en vertu du présent paragraphe sont ci-après dénommés « **droits de gouvernance** »).

2). Le Conseil d'administration peut accorder le statut d'observateur auprès de l'Institut aux pays qui ne sont pas membres du Programme et aux organisations qui peuvent aider l'Institut à atteindre ses objectifs, et leur attribuer les désignations, droits, obligations et privilèges qu'il juge utiles, à l'exclusion des droits de gouvernance.

3).

a) Un pays membre de l'Institut qui se retire du Programme doit notifier au dépositaire son retrait de l'Institut et peut informer ce dernier qu'il souhaite continuer de participer à ses travaux en tant qu'observateur. Cette notification vaut notification de retrait au sens du point b) du présent paragraphe, et toute demande de participation en tant qu'observateur sera soumise au Conseil d'administration pour examen.

b) Tout pays membre de l'Institut peut à tout moment se retirer de l'Institut en adressant une notification écrite au dépositaire. Son retrait et la perte de son statut de membre prennent alors effet à la date indiquée dans la notification, mais en aucun cas moins de six (6) mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

c) Un pays membre de l'Institut en voie de retrait conserve toutes ses responsabilités et obligations envers l'Institut jusqu'à la date à laquelle son statut de membre prend fin.

#### Article 4. Fonctions

Pour atteindre son but, l'Institut :

- 1). Fait rapport au Programme sur les programmes qu'il a exécutés ou se propose d'exécuter à chaque réunion annuelle de la Conférence ministérielle du Programme ;
- 2). Veille à ce que ses programmes soient en phase avec les objectifs stratégiques du Programme ;
- 3). Offre des solutions innovantes fondées sur le partage des bonnes pratiques pour permettre à ses pays membres et au Programme de faire face aux difficultés que connaît la région et de prendre part aux processus de coopération ;
- 4). Renforce les moyens dont disposent les responsables des administrations publiques des pays membres du Programme et de l'Institut pour participer aux

processus de coopération régionale et leur capacité de planifier et de mettre en œuvre des projets de coopération régionale et de procéder à des analyses éclairées des politiques ;

5). Mène des travaux de recherche stratégique en mobilisant des ressources intellectuelles dignes de rivaliser avec le monde entier pour renforcer la coopération régionale et accélérer la croissance dans la région du Programme ;

6). Favorise la conduite efficace de travaux de recherche scientifique au sein du Programme et parmi les pays membres de l'Institut au moyen de projets conjoints ou collaboratifs et d'une large diffusion des résultats et des conclusions des travaux de recherche ;

7). Développe un réseau d'établissements de recherche dans la région du Programme, regroupant notamment des universités, des groupes de réflexion et des institutions de développement, qui servent de socle de ressources pour la conduite de travaux de recherche stratégique et le partage des connaissances.

### **Article 5. Principes régissant les opérations de l'Institut**

1). Dans la conduite de ses opérations, l'Institut respecte les principes du droit international public et de la bonne gouvernance, et applique les bonnes pratiques des organisations internationales utiles à l'atteinte de son but et à l'exercice de ses fonctions.

2). Tous les aspects de ses opérations, y compris la prise de décisions, la dotation en personnel, l'accès à la formation et le droit d'accès à l'information, tiennent compte du caractère de l'Institut en tant qu'entité de coopération économique régionale à l'appui du Programme.

3). Les opérations de l'Institut doivent être équilibrées et équitables, compte tenu de la multitude de besoins de ses pays membres, aucun pays ne devant bénéficier d'un avantage indu dans la planification ou l'exécution de ses travaux.

4). Les services de renforcement des capacités de l'Institut seront répartis équitablement entre ses pays membres en fonction de leurs besoins en la matière en vue d'améliorer la coopération régionale.

5). Les programmes de l'Institut tiendront compte des objectifs stratégiques du Programme fixés selon que de besoin par la Conférence ministérielle du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale.

## **CHAPITRE 2 GOUVERNANCE**

### **Article 6. Structure**

La structure de gouvernance de l'Institut est composée d'un Conseil d'administration et d'un Conseil consultatif ainsi que de la direction et du personnel.

### **Article 7. Conseil d'administration : composition**

Au sens du présent Accord, on entend par « **Conseil d'administration** » un organe composé d'un(e) représentant(e) de chaque pays membre de l'Institut, choisi(e) par le gouvernement de son pays, dont le choix est communiqué par les ministres qui le représentent à la Conférence ministérielle du Programme. Les représentants agissent conformément aux dispositions du présent Accord et aux procédures qu'ils conviennent entre eux, par consensus, selon les besoins. La Banque asiatique de



développement est invitée à participer aux réunions du Conseil d'administration en tant que membre dépourvu de pouvoir de décision.

#### **Article 8. Conseil d'administration : pouvoirs**

- 1). Tous les pouvoirs de l'Institut sont dévolus au Conseil d'administration.
- 2). Le Conseil d'administration peut décider de créer au sein de l'Institut des organes subsidiaires selon qu'il est nécessaire ou approprié en vue d'atteindre les objectifs de l'Institut.

#### **Article 9. Conseil d'administration : structure**

- 1). La présidence du Conseil d'administration échoit à tour de rôle et pour une période d'un an entre les pays membres de l'Institut dans l'ordre alphabétique de leurs noms, en commençant par le pays qui assure la présidence du Programme au cours de l'année où le présent Accord entre en vigueur, étant entendu que le (la) Président(e) ne peut être un(e) national(e) du même pays que le (la) Directeur(trice). À moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement, le mandat de chaque Président(e) s'étend de la fin de la réunion annuelle de la Conférence ministérielle du Programme à la fin de la réunion annuelle suivante. Le (la) Président(e) convoque les réunions du Conseil d'administration et exerce les autres responsabilités et pouvoirs prévus par le règlement intérieur du Conseil.
- 2). Chaque membre du Conseil d'administration désigne un(e) suppléant(e) qui a tout pouvoir pour le ou la représenter au Conseil en son absence.
- 3). Les membres du Conseil d'administration s'acquittent de leurs fonctions sans être rémunérés par l'Institut.

#### **Article 10. Conseil d'administration : responsabilités**

Le Conseil d'administration a pour responsabilité de définir l'orientation stratégique des opérations de l'Institut, conformément au but, aux fonctions et aux principes énoncés aux articles 2, 4 et 5 du présent Accord, et d'assurer la mise en œuvre de cette orientation stratégique. En particulier, le Conseil d'administration :

- 1). Assure la supervision stratégique de l'Institut et définit les orientations générales de l'Institut et de ses opérations ;
- 2). Approuve l'organigramme et le tableau d'effectifs, ainsi que toute modification qui y est apportée ;
- 3). Supervise le processus de nomination du (de la) Directeur(trice) et de ses adjoint(e)s, et se charge de leur nomination, de leur mise à pied ou de leur licenciement, le cas échéant ;
- 4). Nomme les membres du Conseil consultatif, dont il peut suspendre ou révoquer le mandat ;
- 5). Examine les rapports établis par la direction et le personnel ainsi que les recommandations ou autres contributions du Conseil consultatif, selon qu'il juge nécessaire ;
- 6). Approuve les règles, procédures et règlements ;
- 7). Approuve le programme de travail annuel et à moyen terme ;
- 8). Approuve la politique de communication externe de l'Institut ;

- 9). Supervise les opérations de l'Institut et contrôle ses résultats ;
- 10). Examine et approuve le rapport annuel de l'Institut, dans lequel figure un compte rendu de l'exercice des fonctions et des attributions de ce dernier et un état vérifié de ses comptes et de son tableau d'effectifs ;
- 11). Approuve l'octroi du statut d'observateur aux pays qui ne sont pas membres du Programme et aux organisations, selon les critères définis au paragraphe 2) de l'article 3 du présent Accord ;
- 12). Approuve les accords avec les pays hôtes ;
- 13). Crée tout comité jugé nécessaire et approprié en vue de faciliter le fonctionnement général de l'Institut ;
- 14). Examine chaque année la situation financière de l'Institut, dont il approuve le budget annuel ;
- 15). S'acquitte de toute autre fonction précisée dans le présent Accord et de toute autre fonction nécessaire à la réalisation des objectifs de l'Institut, à l'exercice de ses fonctions et à l'exécution de ses tâches, conformément au but, aux fonctions et aux principes énoncés aux articles 2, 4 et 5 du présent Accord.

#### **Article 11. Conseil d'administration : procédures**

- 1). Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par an, et aussi souvent et en tout lieu qu'il estime nécessaire à la bonne conduite des opérations de l'Institut.
- 2). Le quorum, pour toute réunion du Conseil d'administration, est atteint lorsqu'une majorité simple des représentants des pays membres de l'Institut ou de leurs suppléants est réunie.

#### **Article 12. Prise de décisions**

Les décisions du Conseil d'administration sont prises par consensus de tous les membres du Conseil jouissant des droits de gouvernance.

#### **Article 13. Conseil consultatif**

- 1). Le Conseil d'administration nommera au moins trois personnes, choisies parmi d'éminents penseurs, universitaires et dirigeants de la société civile s'étant distingués dans leurs domaines ou disciplines respectifs en rapport avec les priorités du Programme, qui siégeront au sein d'un Conseil consultatif.
- 2). Le Conseil consultatif servira d'organe de réflexion et de source d'idées nouvelles pour l'Institut et proposera des solutions et des méthodes visant à améliorer les stratégies et les opérations de l'Institut.
- 3). Les membres du Conseil consultatif peuvent être rémunérés selon des normes définies par le Conseil d'administration.
- 4). Le (la) Directeur(trice) ou son (sa) représentant(e) assurera le secrétariat du Conseil consultatif.

#### **Article 14. Direction et personnel**

- 1). La structure organisationnelle, la gestion et la dotation en personnel de l'Institut répondent aux objectifs suivants :

- a) adhésion aux principes d'égalité d'appropriation, d'application du critère du caractère régional, d'équité et d'équilibre ;
- b) amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de l'Institut ;
- c) renforcement des capacités de l'Institut pour assurer la durabilité et l'efficacité à long terme de ses opérations ;
- d) représentation équilibrée des pays.

2).

a) Le recrutement et la sélection des candidats, y compris à des postes d'encadrement, suivent des pratiques internationales saines, à savoir transparentes, équitables, fondées sur le mérite et exemptes de discrimination fondée sur le genre, la race ou les convictions religieuses.

b) S'agissant de la sélection du personnel recruté sur le plan international, le (la) Directeur(trice) s'efforce de recruter des administrateurs et administratrices issus de l'ensemble des pays membres de l'Institut, sans préjudice de la nécessité de s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail et de compétence technique.

c) Le Conseil d'administration établit des mécanismes et des politiques visant à respecter ces principes.

3). Le Conseil d'administration nomme un(e) Directeur(trice) et deux Directeurs(trices) adjoint(e)s, chargé(e)s de la gestion de l'Institut (« **la direction** »), qui exercent leurs fonctions selon les modalités fixées par le Conseil d'administration.

4). Sauf instruction contraire du Conseil d'administration, la direction participe aux réunions du Conseil sans avoir de pouvoir de décision.

5). Le (la) Directeur(trice) :

a) Rend compte au Conseil d'administration, qui exerce sur elle ou lui un contrôle général ;

b) Dirige l'Institut et, sauf décision contraire du Conseil d'administration, est responsable de l'organisation de son personnel et de sa performance globale ;

c) Fait office de représentant(e) légal(e) de l'Institut, dont elle ou il dirige les affaires courantes ;

d) Soumet un rapport annuel au Conseil d'administration ;

e) Assure le secrétariat du Conseil d'administration ;

f) Soumet au Conseil d'administration, pour examen et approbation, le projet de tableau d'effectifs, de budget annuel et de programme de travail annuel et à moyen terme de l'Institut.

6). Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de la direction et les autres membres du personnel n'ont de devoirs qu'envers l'Institut, à l'exclusion de toute autre autorité. Tous les membres de l'Institut respectent le caractère international de ces devoirs et s'abstiennent de toute démarche visant à influencer l'une quelconque de ces personnes dans l'accomplissement de ses tâches.

## **Article 15. Gestion financière**

1). L'Institut est doté des ressources, notamment financières, dont il a besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions, grâce aux contributions volontaires des pays membres et à d'autres moyens tels qu'approuvés par le Conseil d'administration.

- 2). L'Institut fixe des règles et des procédures de gestion financière conformes aux normes internationales. Il obéit à des politiques et à des pratiques de gestion financière saines et prudentes et se conforme aux règles de discipline budgétaire.
- 3). L'Institut ne contracte pas d'emprunts.
- 4). L'année financière de l'Institut commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### **Article 16. Communications**

- 1). Chaque pays membre peut désigner une entité officielle avec laquelle l'Institut peut se mettre en rapport au sujet de toute question relevant du présent Accord. L'Institut adresse toutes ces communications à l'entité officielle désignée.
- 2). Si la langue officielle de l'Institut est l'anglais, d'autres langues peuvent être utilisées comme langues de travail, le cas échéant, sous réserve que les dispositions financières nécessaires soient prises.

#### **Article 17. Siège**

- 1). Le siège de l'Institut est établi en République populaire de Chine.
- 2). L'Institut peut ouvrir des antennes sur le territoire de ses pays membres, sur approbation du Conseil d'administration. Pour déterminer l'emplacement de la première antenne, le Conseil d'administration tient dûment compte des offres faites par les pays membres.
- 3). L'Institut signe un accord avec chaque pays hôte accueillant l'un de ses bureaux physiques.

### **CHAPITRE 3 STATUT, PRIVILÈGES ET FACILITÉS**

#### **Article 18. Raison d'être du statut, des privilèges et des facilités**

L'Institut, les membres et les suppléants du Conseil d'administration, les membres du Conseil consultatif, et les employés de l'Institut ainsi que les consultants ou experts effectuant des missions pour le compte de l'Institut (ci-après dénommés « **les membres du personnel de l'Institut** ») jouissent des privilèges et facilités prévus dans le présent Accord sur le territoire de tous les pays membres de l'Institut, de façon à permettre à l'Institut d'œuvrer, en tant qu'organisation intergouvernementale, à promouvoir la coopération économique régionale.

#### **Article 19. Statut juridique de l'Institut**

L'Institut possède la pleine personnalité juridique et, en particulier, la pleine capacité juridique :

- 1) de conclure des contrats ;
- 2) d'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers ;
- 3) d'ester en justice ;
- 4) de prendre toute autre mesure nécessaire ou utile à ses objectifs et activités.

## **Article 20. Privilèges et facilités accordés à l'Institut**

- 1). L'Institut bénéficie des privilèges et des facilités prévus dans le présent Accord, sauf lorsqu'il lève expressément ces privilèges et facilités.
- 2). Tous les pays membres de l'Institut protègent la sécurité des biens, des actifs, des archives et des documents de l'Institut conformément à leurs lois de la même façon qu'ils protègent les biens, les actifs, les archives et les documents de toute organisation intergouvernementale similaire, sous réserve de tout accord spécifique entre l'Institut et l'un de ses pays membres.
- 3). Chaque pays membre de l'Institut applique aux communications officielles de l'Institut le régime qu'il applique à celles de toute organisation intergouvernementale similaire, sous réserve de tout accord spécifique entre l'Institut et l'un de ses pays membres.
- 4). L'Institut et ses actifs, ses biens, ses revenus, ses opérations et ses transactions sont exonérés d'impôts, étant entendu que l'Institut ne demande pas d'exonération au titre des droits d'accises et des taxes inclus dans le prix des services collectifs, sauf si un accord distinct entre l'Institut et un pays membre n'en dispose autrement.

## **Article 21. Privilèges et facilités accordés aux membres du personnel de l'Institut**

- 1). Les membres du personnel de l'Institut :
  - a) Se voient accorder les mêmes privilèges en matière d'immigration et d'obligations relatives au service national et les mêmes facilités relatives à la réglementation des changes que ceux qui sont accordés par chaque pays membre de l'Institut aux représentants et aux membres du personnel de rang comparable de toute organisation intergouvernementale similaire, à moins qu'il ne s'agisse de citoyens ou de ressortissants du pays membre concerné ;
  - b) Bénéficient, en ce qui concerne les facilités relatives aux déplacements, du même traitement que celui accordé par chaque pays membre de l'Institut aux représentants et aux membres du personnel de rang comparable de toute organisation intergouvernementale similaire ;
  - c) Sont exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Institut, sauf lorsqu'un pays membre déclare, lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, se réserver pour lui-même ou ses subdivisions politiques le droit d'imposer les traitements et émoluments, selon les cas, versés par l'Institut à ses citoyens ou à ses ressortissants.
- 2). L'Institut et les membres de son personnel respectent les lois des pays où ils mènent des activités pour le compte de l'Institut et ne s'ingèrent pas dans les affaires politiques de ces pays.

## **Article 22. Application**

Chaque pays membre de l'Institut prend les mesures nécessaires pour donner effet sur son propre territoire au statut juridique, aux privilèges, aux exemptions et aux facilités dont jouissent l'Institut et les membres de son personnel au titre du chapitre 3 du présent Accord et en informe l'Institut.

## **CHAPITRE 4 DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 23. Modifications**

- 1). Le présent Accord peut être modifié avec le consentement de l'ensemble des pays membres de l'Institut, ces modifications prenant la forme de protocoles distincts faisant partie intégrante du présent Accord.
- 2). Toute proposition de modification du présent Accord émanant d'un pays membre de l'Institut est communiquée à la présidence du Conseil d'administration, qui la soumet sans délai au Conseil d'administration. Lorsqu'un amendement a été adopté, l'Institut en certifie l'adoption dans une communication officielle adressée à tous ses pays membres. Les modifications entrent en vigueur pour tous les pays membres de l'Institut trois mois après la date de la communication officielle, à moins que le Conseil d'administration n'ait fixé un délai différent dans sa communication.

### **Article 24. Interprétation et règlement des différends**

- 1). Les pays membres de l'Institut s'efforcent de régler les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord par voie de négociation dans un délai de six (6) mois à compter de l'émergence du différend.
- 2). Tout différend qui ne peut être réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1) ci-dessus est soumis au Conseil d'administration, qui s'efforce de le régler avec le consensus de tous ses membres autres que ceux représentant les parties au différend.
- 3). Aucun signataire ou pays membre de l'Institut ne peut engager de poursuites judiciaires contre l'Institut.

### **Article 25. Signature et dépôt**

Le dépositaire du présent Accord est l'Institut (ci-après dénommé « **le dépositaire** »). Le dépositaire transmet une copie certifiée conforme de l'Accord signé à tous les signataires.

### **Article 26. Ratification, acceptation, approbation ou adhésion**

- 1). Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par tous les pays membres du Programme dont les représentants dûment autorisés ont signé l'Accord (ci-après dénommés « **les signataires** »). Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire, qui informe les autres signataires de tout nouveau dépôt et de la date de ce dépôt.
- 2). Tout pays qui devient membre du Programme peut devenir signataire du présent Accord.

### **Article 27. Entrée en vigueur**

Le présent Accord entrera en vigueur le jour suivant le dépôt auprès du dépositaire des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de trois pays membres du PROGRAMME, dont le pays hôte du siège de l'Institut.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Islamabad, le vingt-sixième jour d'octobre de l'an deux mille seize, en un seul exemplaire original en langue anglaise qui sera déposé auprès du dépositaire.

**Pour le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan**

**Pour le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan**

**Pour le Gouvernement de la République populaire de Chine**

**Pour le Gouvernement de la Géorgie**

**Pour le Gouvernement de la République du Kazakhstan**

**Pour le Gouvernement de la République kirghize**

**Pour le Gouvernement de la Mongolie**

**Pour le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan**

**Pour le Gouvernement de la République islamique du Pakistan**

**Pour le Gouvernement de la République du Tadjikistan**

**Pour le Gouvernement du Turkménistan**

---